

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE* COMME LEVIER POLITIQUE D'UNE « GOOD FOOD » CONSTRUITE COLLECTIVEMENT ?

Sébastien Kennes

Rencontre des Continents asbl
Agroecology In Action

D'une durée de 5 ans, la stratégie de la politique publique « Good Food », lancée en 2016, touche à sa fin. Alors qu'elle visait à placer l'alimentation au cœur de la dynamique urbaine, elle a encouragé et fédéré de nombreuses initiatives de terrain de la fourche à la fourchette, à travers toutes les dimensions de l'alimentation. Pourtant, elle reste assez méconnue et l'objet d'interrogations pour une partie du grand public et des acteurs de terrain de notre Région.

En quoi Good Food est-elle une opportunité et un outil public (ou pas) pour contribuer à transformer en profondeur notre système alimentaire actuel ? Comment cette stratégie peut-elle renforcer les mouvements et initiatives pour l'alimentation durable et la souveraineté alimentaire des populations de nos quartiers ? Quelle place pour les habitant·e·s et leur diversité dans les orientations que définissent les ambassadeur·rice·s de la politique publique ? Quels liens entre la stratégie et les mouvements sociaux-associatifs en lutte pour la souveraineté alimentaire ?

D'une durée de cinq ans, la stratégie 1.0 de la politique publique Good Food, lancée en 2016, touche à sa fin. Une nouvelle stratégie 2.0 se prépare.

La Good Food, au-delà des sentiers bobos ? Naissance d'une réflexion

Ce n'est pas un hasard si on questionne aujourd'hui la diversité sociale et culturelle telle qu'elle s'illustre dans les initiatives liées à l'alimentation durable. En région bruxelloise, cette préoccupation anime les réseaux actifs dans ce secteur depuis presque une dizaine d'années.

La présence de cette préoccupation dans les orientations des politiques publiques de la Région cette dernière décennie est à mettre en parallèle avec la montée d'une prise de conscience verbalisée et assumée de la part d'une partie « privilégiée » de la population à ce sujet. En effet, on constate souvent que la réflexion a été portée – ou rendue visible – à ses débuts, par des personnes et/ou un milieu associatif/citoyen de classe moyenne, avec un niveau d'étude supérieur, etc. On retrouve d'ailleurs cette réflexion et cette composition sociologique dans d'autres types d'initiatives citoyennes – parfois dites de « transition » – qui ont explosé ces dernières années (logement, mobilité, énergie...). De là à dire que l'alimentation durable ou la transition serait « un truc de riches », il faut nuancer. Mais derrière ces constats, il y a un réel enjeu de société que l'on retrouve par exemple depuis un an et

de mi dans le mouvement pour une « justice sociale et climatique ».

On doit reconnaître que dans certaines dynamiques et certains groupes (citoyens, associatifs, pouvoirs publics), il y a parfois (eu) une absence d'engagement ou de réflexion autour des questions « comment penser collectivement la diversité » et « comment tenir compte des réalités socioculturelles » en amont de l'initiative. Ce qui a valu d'acribes critiques à des propositions dites « bisounours » ou « eco-friendly », ne bousculant pas (ou ne bousculant que très peu) l'ordre social établi. De plus, et sans mauvaise intention, certaines dynamiques peuvent invisibiliser d'autres formes d'action qui se revendiquent pourtant elles aussi de la création de solidarité(s), de lien(s) et de résistance(s) face aux inégalités structurantes de nos sociétés. Citons les solidarités de l'aide alimentaire, l'achat en vrac (ou en gros), la défense du droit au logement, la récup, la volonté de continuer à se nourrir en partie comme dans sa culture d'origine à l'heure de l'uniformisation culinaire de l'offre fast-food, etc.

Voilà donc quelques questions qu'il faudrait pouvoir se (re)poser régulièrement : nos alternatives alimentent-elles les inégalités ? Par qui et pour qui pensons-nous nos initiatives face au système agro-industriel ? Sont-elles aussi des outils pour lutter contre les inégalités et les rapports de domination (genre, race, classe,...), ou participent-elles à les renforcer ?

Tout le monde est pour l'environnement... enfin presque

Il faut aussi considérer cette réflexion sur la diversité sociale et culturelle dans un contexte global qui n'est plus celui des années 2010, et qui est de plus en plus favorable aux alternatives incluant des réflexions et préoccupations environnementales, qui s'opposent au système capitaliste dominant. La prise de conscience des limites écologiques de nos modèles de société ou du réchauffement climatique est grandissante, et de part et d'autre du prisme des convictions politiques, on entend plus régulièrement dire, par exemple, que les circuits courts sont une bonne chose. Mais nous devons aussi être attentifs à des dérives potentielles de replis identitaires opérés au nom de la relocalisation de l'économie, ou à celles du greenwashing pratiqué à travers les campagnes publicitaires de la grande

distribution. Car si l'importance d'une alimentation qui respecte la planète est devenue un discours marketing (à tel point que Carrefour Belgium se positionne comme le n°1 du « Bio le moins cher » en Belgique), il faut continuer d'interroger les limites et incohérences de ce genre de modèles. Pensons au fait qu'un des actionnaires importants de ce second



groupe mondial de la grande distribution ait financé une partie de la campagne du Président brésilien Bolsonaro... lui-même un climato-sceptique notoire¹. Jusqu'où accepter les contradictions dites inhérentes à notre système ? Nous croyons qu'il faut repenser nos représentations, nos discours sur le « bien manger », nos stratégies associatives et publiques en tenant compte du contexte global et des interdépendances en son sein. C'est un préalable à toute action éducative qui assume une lecture complexe et systémique du monde actuel et de ses enjeux.

Quelle Souveraineté Alimentaire pour les Bruxellois·e·s ?

Il ne faut pas confondre « Souveraineté Alimentaire », « Droit à l'Alimentation » et « Sécurité Alimentaire² ». Tous ces concepts ont leur utilité pour construire de nouveaux systèmes alimentaires, mais il ne s'agit pas de les mélanger avec ce que serait la « Good Food » de la Région Bruxelloise ! Le travail effectué par le secteur de l'aide alimentaire³, par exemple, est essentiel pour garantir le droit à l'alimentation en cette période de pandémie du COVID-19. Des travailleurs sociaux le rappellent dans un récent article de *La Revue Nouvelle* :

Le secteur de l'aide alimentaire appelle également à penser l'opérationnalisation du « droit à l'alimentation » différemment : plutôt que de construire un système fragile sur la base d'inventus, de dons, de bénévoles et de « bonne volonté », c'est la question du pouvoir d'achat des publics les plus précaires que les acteurs souhaitent remettre au centre des préoccupations, proposant d'octroyer des chèques alimentaires aux personnes qui ne peuvent pas se nourrir assez et correctement, dans l'attente de l'augmentation des minima sociaux⁴.

Le secteur de l'aide alimentaire appelle également à penser l'opérationnalisation du « droit à l'alimentation » différemment : plutôt que de construire un système fragile sur la base d'inventus, de dons, de bénévoles et de « bonne volonté », c'est la question du pouvoir d'achat des publics les plus précaires que les acteurs souhaitent remettre au centre des préoccupations, proposant d'octroyer des chèques alimentaires aux personnes qui ne peuvent pas se nourrir assez et correctement, dans l'attente de l'augmentation des minima sociaux⁴.

Cette réflexion liée au contexte actuel devrait nous inviter, dans nos réseaux et groupes, à penser (et agir!) sans doute plus collectivement sur ces questions, et à (re)définir la stratégie Good Food comme un outil éminemment démocratique, destiné à renforcer la souveraineté alimentaire des bruxellois·e·s – nous y reviendrons.

Prenons un autre enjeu et d'autres situations liées à l'accessibilité d'une alimentation plus saine et respectueuse de la planète. À Bruxelles, le nombre de commerces (horeca ou magasins-épiceries alimentaires)

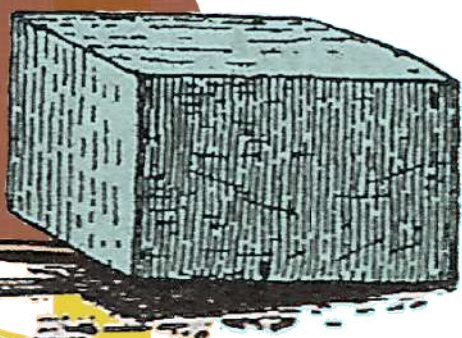
proposant des produits connotés « alimentation durable » ou labellisés « issu de l'agriculture biologique » a connu une croissance importante ces dernières années. Il y a une réflexion à mener sur le modèle sociétal que sous-tendent ces différentes « vitrines » et les labels qui les accompagnent. Qui bénéficie majoritairement du chiffre d'affaire obtenu par la vente de produits labellisés ? Qui les consomme ? Dans quel type d'espaces, de points de vente, de quartiers retrouve-t-on ce genre de commerces ? Quel langage marketing est utilisé, et dans quel but ; vendre et/ou sensibiliser ? Qu'est-ce que cela transforme réellement dans les rouages et la logique du système alimentaire dominant ? Quel impact peut avoir sur un quartier la présence de telle enseigne ou de tel magasin ?

À toutes ces questions complexes, il faut se garder de vouloir donner des réponses simplistes. Alors réfléchissons ensemble à la manière dont on pourrait y répondre collectivement, pour construire des actions qui tiennent compte des véritables rapports de force en présence dans nos sociétés, notamment de ce qui se joue à travers les inégalités structurelles de nos régions, villes et quartiers.

C'est à la fois pour faire face à ce type de questionnements et en comprendre les enjeux, et aussi pour construire démocratiquement des propositions et actions adaptées aux dimensions sociales, écologiques et culturelles de notre époque, que le concept de souveraineté alimentaire nous apparaît utile. Mais pour cela, il faut qu'il soit compris et approprié par les populations, les institutions de la société civile et/ou liées aux pouvoirs publics. C'est une des tâches des mouvements sociaux comme celui de « Nyéléni », promu par la Coordination Européenne Via Campesina⁵ – dont une des propositions phares est de sortir l'alimentation de tous les accords commerciaux au niveau mondial pour redonner la capacité aux populations d'exercer leur souveraineté alimentaire dans le respect du droit à l'alimentation.

La démocratie alimentaire appliquée à l'échelle d'une « Ville Région »

Concrètement, comment permettre à des centaines de milliers d'habitants de s'approprier leur alimentation ? Chez Rencontre des Continents, nous pensons que « notre engagement doit se situer ici et main-



tenant, non pour un monde parfait demain, mais pour vivre différemment le présent. C'est dans nos situations, dans nos rues et quartiers, que nous voulons « créer d'autres mondes ». Nous nous engageons dans des actions concrètes et joyeuses, des expériences émancipatrices et des résistances créatives⁶. » Cela signifie que si nous voulons agir ensemble, il faut tenir compte des spécificités et réalités locales des populations, et à partir de leur perception des enjeux alimentaires. À titre d'exemple, ces pistes d'action peuvent être travaillées en parallèle⁷ :

- Un travail éducatif de terrain (au minimum à moyen terme) établi avec tous les relais locaux, associatifs, culturels, communaux possibles. Ce travail doit construire une vision commune et s'articuler à celui qui est réalisé autour d'autres enjeux de cohésion sociale, de promotion de la santé et d'aménagement du territoire.
- Des actions pour penser avec les populations, notamment les « moins favorisées », de nouvelles filières d'« approvisionnement ville-campagne » comme moteur pour créer des activités génératrices d'emplois stables – de qualité – respectueux de la planète et des travailleur·euse·s.
- Un renforcement de la démocratie alimentaire par l'instauration de conseils participatifs alimentaires au niveau local, par commune, qui s'articuleraient au Conseil Participatif Good Food. Ces conseils rassembleraient habitant·e·s, associations, scientifiques, pouvoirs publics⁸.
- Une multiplication des connexions et réseaux avec le monde rural et paysan, notamment à travers des dynamiques de ceintures alimentaires, afin d'amplifier les capacités de production à petite échelle et en circuit court, en limitant l'agrandissement des exploitations et en favorisant l'installation ou la reprise de fermes par des jeunes.
- Une multiplication des connexions et réseaux qui combattent les inégalités et travaillent à passer d'une gestion de la pauvreté à son éradication pure et simple⁹.
- La construction de vrais plans et stratégies pour diminuer et déconstruire l'emprise des grandes entreprises sur les différents maillons de la chaîne alimentaire, et la planification de reconversions en terme d'emplois dans des filières durables.

Une réelle réflexion transversale et collective doit également avoir lieu sur l'échelle géographique de nos filières et l'articulation entre nos territoires. En effet, ceux-ci peuvent tenir plus ou moins éloignée la fourche de la fourchette et doivent penser leurs interconnexions sans se limiter aux frontières administratives et en tenant compte des spécificités sociales et culturelles locales.

Quelle implication associative dans la stratégie Good Food ?

L'asbl Rencontre des Continents (RdC) est impliquée depuis les prémises de l'élaboration et dans le suivi de la stratégie Good Food en Région bruxelloise. Nous faisons également partie du Conseil Participatif au niveau Régional.

Pour RdC, cette stratégie est une opportunité collective qui apparaît comme un outil nécessaire pour faire bouger les lignes associatives, citoyennes et les pouvoirs publics afin de renforcer les mouvements et initiatives pour l'alimentation durable et la souveraineté alimentaire des populations à Bruxelles et alentour. Exprimer sa pertinence n'occulte en rien l'existence de rapports de forces, et d'intérêts-besoins parfois contradictoires entre toutes les parties en présence – habitant·e·s, associations, entreprises, pouvoirs publics, monde académique.

Cet article est écrit en pleine pandémie du COVID-19. Il n'y a pas si longtemps, une part importante de la jeunesse faisait grève pour le climat. L'époque semble être à la reconnaissance de la fragilité de nos systèmes, mais les injonctions individuelles (aux écogestes par exemple) risquent de rester monnaie courante, si on ne pense pas rapidement la construction collective d'un changement de paradigme et d'un nouveau récit sur la manière dont notre société se nourrit. Une autre condition importante est d'accepter et d'anticiper des ruptures fortes et, simplement, de remettre nos valeurs en question. Il faudra passer par là pour permettre l'émergence, à long terme, de politiques structurelles fortes qui favoriseront cette justice sociale et écologique revendiquée dans les manifestations en 2019 ou plus récemment dans toute une série de cartes blanches et positions politiques d'une part importante de la société civile belge¹⁰.

Rencontre des Continents (RdC) est un collectif organisé en asbl composé de 8 permanent·e·s et d'un grand nombre de volontaires impliqué·e·s dans son fonctionnement qui se co-construit de manière horizontale et inclusive. Reconnue en Éducation Permanente, l'asbl se situe au croisement de plusieurs courants éducatifs (éducation à la citoyenneté mondiale, à l'environnement et éducation populaire). Elle s'engage pour plus de justice et de solidarité au travers d'actions concrètes et joyeuses, d'expériences émancipatrices et de résistances créatives. Sa finalité est de participer à la transition de la société, par le biais de formations, d'animations, de mises en réseaux, de sensibilisations, ... en contribuant à construire des alternatives au sein desquelles les personnes sont actrices - individuellement et collectivement - de leur transformation et de celle de leur environnement.

<http://rencontredescontinents.be/>

C'est la raison pour laquelle nous invitons celles et ceux qui le souhaitent à se saisir de la stratégie Good Food comme d'un outil, pour permettre la rencontre entre les Bruxellois·e·s autour de ce thème essentiel, afin de garantir à tou·te·s une alimentation de qualité qui nous nourrisse en respectant les producteur·rice·s, notre santé et celle de la planète.

* Pour rappel, la Souveraineté Alimentaire est entendue comme : « Le droit des peuples et des États à déterminer eux-mêmes leurs politiques alimentaires et agricoles, sans porter atteinte à autrui ». Il s'agit d'un principe et concept politique fort qui place l'alimentation au cœur du débat démocratique. Celui-ci fédère toute une série d'acteurs de la société civile et des mouvements sociaux des pays du Nord et du Sud, inquiets des dérives de notre système alimentaire qui s'inscrit dans la logique économique néolibérale, sans tenir compte des attentes légitimes de notre société.

1. Voir le rapport 2019 de l'observatoire des multinationales, URL : <https://multinationales.org/Carrefour-23>

2. Voir la tribune «Face à la crise historique engendrée par la pandémie de coronavirus, organisons notre sécurité alimentaire», publiée dans *La Libre* (en ligne) : <https://www.lalibre.be/debats/opinions/face-a-la-crise-historique-engendree-par-la-pandemie-de-coronavirus-organisons-notre-securite-alimentaire-5e8aeeb6d8ad581631c03f18>

3. Voir à ce sujet l'excellent travail effectué par la FDSS : <https://www.fdss.be/fr/concertation-aide-alimentaire/>

4. Voir Ch. MAISIN, L. DAMHUIS & A. SERRÉ, «La crise n'est pas que sanitaire», *La Revue Nouvelle*, n°3, 2020, URL : <https://www.revuenouvelle.be/La-crise-n-est-pas-que-sanitaire>

5. <https://www.eurovia.org/fr/campagne/nyeleni/>

6. Voir la Charte de Rencontre des Continents : http://www.recontredescontinents.be/spip.php?page=article&id_article=115

7. Toutes ces propositions sont construites et inspirées par des mouvements sociaux comme <http://www.agroecologyinaction.be/spip.php?rubrique37> ou <https://www.eurovia.org/fr/campagne/nyeleni/>

8. Voir le travail effectué par l'organisation FIAN : <https://www.fian.be/Beet-the-system?lang=fr>

9. Voir à ce titre l'excellent ouvrage de R. WILKINSON et K. PICKETT, *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous* (traduit de l'anglais par André Verkaeren), Paris, Les petits matins / Institut Vlebe/Etopia, 2013.

10. <http://www.associations21.org/deconfinement-la-societe-civile-demande-a-etre-impliquee/>